

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 St-Étienne  
ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-  
durable.gouv.fr

St-Étienne, le 16/04/2025

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 12/03/2025

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DUBUIS SARL**  
513 route Royale  
42470 Fourneaux

Références : UID4243-DSSP-025-181  
Code AIOT : 0010500265

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement DUBUIS SARL implanté Pirotte 42470 Fourneaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée post incendie de mars 2023. Elle consistait à récolter les divers points soulevés à l'occasion du PAC "reconstruction après incendie".

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DUBUIS SARL
- Pirotte 42470 Fourneaux
- Code AIOT : 0010500265
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SAS DUBUIS sise sur le territoire de la commune de Fourneaux (42) a une activité de transit, regroupement, tri de déchets d'activités économiques, essentiellement composés de cartons, de papiers, de JRM (Journaux/Revue/Magazines), et de textiles.  
Son activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 août 2006.

**Contexte de l'inspection :** Récolement suite au Porter-à-Connaissance « reconstruction après incendie »

**Thèmes de l'inspection :** Risque incendie, stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Gestion des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 24/08/2006, article 4.3.1 et 4.3.8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/08/2006, article 7.6.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions en cas d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à un incendie survenu en mars 2023 et d'origine électrique depuis un camion stationné dans l'enceinte du bâtiment de tri, l'exploitant a pris des mesures de prévention en relocalisant le stationnement des véhicules à l'extérieur et en prévoyant l'installation d'une alarme incendie ainsi que de caméras de surveillance pour prévenir les intrusions.

Concernant la rétention des eaux d'extinction, le dispositif topographique actuel, bien que potentiellement suffisant avec l'ajout de merlons imperméabilisés, n'est pas encore pleinement opérationnel en raison du calendrier de travaux. De plus, une procédure incendie détaillée et des formations régulières du personnel sont jugées nécessaires pour assurer une réaction efficace en cas de nouvel incident.

Par ailleurs, l'alarme incendie intérieure n'est actuellement pas fonctionnelle, ce qui constitue une lacune en matière de sécurité incendie. Bien qu'une vidéosurveillance extérieure soit en place, elle ne saurait remplacer un système d'alerte interne dédié.

En ce qui concerne les besoins en eau d'extinction, si une poche à eau de 240 m<sup>3</sup> est désormais remplie, des points restent à clarifier concernant la conformité du raccordement de la cuve de 20m<sup>3</sup> de récupération d'eau de pluie. En effet, elle doit être munie d'un dispositif de dis-connexion car elle est reliée au réseau d'eau potable. Une réception des installations de sécurité par le SDIS est également attendue.

En conséquence, il est demandé à l'exploitant de finaliser sous deux mois l'imperméabilisation des aires et la mise en place des merlons pour la rétention des eaux, d'élaborer une procédure incendie complète accompagnée d'un programme de formation du personnel, de rendre l'alarme incendie opérationnelle, de justifier la réception des dispositifs de sécurité par le SDIS et de justifier la conformité du système de récupération d'eau de pluie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales en cas d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident ou d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à l'incendie dans la nuit du 08/03/2023 à 2H30, l'exploitant a transmis en date du 30/05/2023 un rapport d'incident. L'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le départ de feu est dû à un camion sans préciser davantage la cause ou sa position,</li><li>- les mesures prises pour prévenir une nouvelle occurrence d'un incendie dans ces conditions : Laisser les camions garés hors des bâtiments en dehors des heures ouvrées et mettre en place des caméras thermiques.</li></ul> <p>La visite d'inspection a permis de préciser la cause du départ de feu « camion » et la position du camion à l'origine du feu. Selon l'exploitant, deux expertises ont eu lieu, la conclusion porterait sur un faux contact au niveau de l'essieu gauche d'un camion garé à l'intérieur du bâtiment de tri. L'exploitant indique que 5 camions et 2 engins de levage y étaient stationnés afin de prévenir les vols dont l'exploitation avait déjà fait l'expérience.</p> <p>Désormais, l'exploitant désigne deux zones différentes de stationnement des camions et autres engins à l'extérieur du site (à 15 mètres minimum du bâtiment de tri).</p> <p>L'exploitant a également transmis un porter-à-connaissance indiquant une reconstruction à l'identique en date du 20/01/24.</p> <p>Ce dernier a fait l'objet de plusieurs demandes de compléments de la part de l'inspection et la visite a permis d'éclaircir différents points abordés dans la suite de ce rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Gestion des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/2006, article 4.3.1 et 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des effluents /Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <b>4.3.8. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées</b> Les eaux de lavage des camions et les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, après passage dans un décanteur déshuileur, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Ces eaux transiteront et seront stockées dans une bache de rétention (310 m <sup>3</sup> ) avant rejet au milieu naturel.
<b>Constats :</b>  Contrairement à ce qui est indiqué dans l'arrêté préfectoral d'origine, le moyen de rétention des eaux d'extinction prévu est similaire au précédent en place avant l'incendie. Il consiste à retenir les eaux d'extinction en fonction du profilage du terrain et par obturation de la vanne située en aval du séparateur d'hydrocarbures, au Nord. Un volume de 310m <sup>3</sup> est possible par l'ajout de merlons de terre imperméabilisés à proximité des limites de site Nord et Est. Le bureau d'étude présent sur site lors de la visite indique que la capacité a été calculée en déduisant le volume des bennes alors stockées sur cette zone de rétention. Le volume de l'aire prévue est ainsi minoré car en réalité les bennes en place laissent un espace libre en-dessous permettant la rétention d'un volume supplémentaire. Les pentes des aires de circulation dirigent en effet les eaux de ruissellement vers un point bas. Elles transitent par un dispositif séparateur et déshuileur. L'exploitant indique en avoir effectué l'entretien en septembre 2024. Il explique qu'il effectue cet entretien annuellement et qu'à ce moment-là le dispositif est n'est pas en état de surcharge.  <b>En date du 11/03/2025, la vanne d'obturation défectueuse a été remplacée par une nouvelle vanne guillotine.</b> La manivelle de cette dernière indique le sens d'ouverture et de fermeture de la vanne.  <b>Le jour de la visite, seuls les anciens merlons en terre (perméables) sont en place. Le moyen de rétention n'est donc pas effectif.</b>  L'exploitant donne le calendrier suivant pour l'effectivité de la mise en œuvre des merlons telle que le prévoit la note de calcul topographique de la couverture imperméable : <ul style="list-style-type: none"><li>• début de la mise en place de l'enrobé en avril 2025 en deux phases pour ne pas perturber l'activité,</li><li>• réalisation des merlons imperméabilisés en mai 2025.</li></ul> Par ailleurs, l'inspection indique à l'exploitant la nécessité de disposer d'une procédure incendie

exhaustive et chronologique (alerte incendie, vanne d'obturation, RIA, déclenchement des trappes de désenfumage, etc.).

Elle fera double emploi :

- mémoire des actions à réaliser ; fonctionnement des installations et chronologie,
- support de formation pour les agents du site,

A ce titre, l'inspection indique la nécessité de mettre en place une formation à destination des employés :

- à fréquence régulière pour tous,
- de manière ponctuelle pour les nouveaux agents,
- d'effectuer des exercices afin de renforcer l'acquisition des compétences

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande 1 :** Réaliser au plus tôt la réfection de l'imperméabilisation des aires de circulation et la mise en place des merlons imperméables conformément à la note de calcul qui prévoit une rétention de 310m<sup>3</sup>.

**Demande 2 :** Rédiger une procédure incendie exhaustive et chronologique (alerte incendie, vanne d'obturation, RIA, déclenchement des trappes de désenfumage, etc.) .

Elle fera double emploi :

- mémoire des actions à réaliser ; fonctionnement des installations et chronologie,
- support de formation pour les agents du sites,

**Demande 3 :** Mettre en place une formation à destination des employés :

- à fréquence régulière pour tous,
- de manière ponctuelle pour les nouveaux agents,
- d'effectuer des exercices afin de renforcer l'acquisition des compétences

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Moyens de secours contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de poteaux incendie ayant un débit de 120 m3/h pendant 2 heures minimum. [...]</li><li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- d'un système interne d'alerte incendie ;</li><li>- de plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours</li></ul> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
<b>Constats :</b> <p><b><u>Alarme incendie :</u></b></p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'alarme incendie située à l'intérieur du bâtiment de tri telle qu'elle est prévue dans le dernier porter-à-connaissance n'est pas fonctionnelle. L'exploitant indique que le prestataire en charge de son installation doit encore apporter une pièce. Le calendrier pour la réalisation de cette tâche est le mois de mai 2025. Il n'a pas été prévu d'autres moyens temporaires jusqu'à sa mise en place malgré les recommandations de l'inspection lors de la visite.</p> <p>Cependant, un système de vidéo-surveillance est mis en place à l'extérieur pour alerter des intrusions. Ainsi, d'éventuels départs de feu d'origine criminelle suite à l'intrusion d'individus hors des heures ouvrées, font d'hors et déjà indirectement l'objet d'un système d'alerte.</p> <p>L'exploitant indique que toute anomalie (départ d'incendie compris) détectée par la vidéosurveillance fera l'objet d'une alerte.</p> <p><b><u>Besoins en eaux d'extinction :</u></b></p> <p>L'exploitant a installé une cuve de 20 000L de récupération des eaux pluviales pour le lavage des camions. Cette dernière est enterrée mais visitable et un dispositif numérique permet de connaître le niveau d'eau disponible.</p> <p>La récupération d'eau de pluie s'effectue via un réseau en lien avec celui d'alimentation en eau potable, un système de dis-connexion doit être mis en place. La visite n'a pas permis de déterminer si un tel dispositif était déjà en place.</p>

Le poteau incendie disponible à proximité du site est de trop faible débit (environ 30m<sup>3</sup>/h). Par conséquent, l'exploitant prévoit de garantir les besoins en eaux d'extinction par l'installation d'une poche à eau de 240m<sup>3</sup>. Elle a été installée en juin 2024 et le jour de la visite elle est en bonne partie remplie. Elle est munie de deux bouches d'aspiration.

L'exploitant indique qu'il ne la remplit que durant les heures ouvrées et au possible avec les eaux pluviales récupérées en toiture ce qui explique que les 240m<sup>3</sup> prévus ne sont toujours pas effectifs. Le 15/04/25, l'exploitant indique à l'inspection que la poche est remplie.

3 RIA ont été installés à l'intérieur du bâtiment sur les faces Nord, Est et Sud. L'exploitant indique qu'il y a eu également eu une intervention au niveau de l'alimentation des RIA ; ces derniers étaient directement branchés sur le compteur et ils transitent désormais par un système de surpression qui permet d'obtenir 3bar/RIA.

L'exploitant prévoit une réception par le SDIS des dispositifs précités.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°4 : Alarme incendie**

Prévoir la mise en fonctionnement de l'alarme incendie au plus tôt et transmettre les justificatifs en lien à l'inspection.

**Demande n°5 : Réception SDIS**

Prévoir la réception par le SDIS des dispositifs précités et transmettre les justificatifs à l'inspection.

**Demande n°6 : Récupération d'eau de pluie**

L'exploitant doit fournir le justificatif du dispositif de dis-connexion du réseau de la cuve de récupération d'eaux pluviales.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois